

Paris, le 16 janvier 2009

**Consultation publique de l'ARCEP sur l'opportunité et les modalités de
régulation des services de diffusion audiovisuelle
Contribution de NextradioTV**

NextRadioTV est un groupe pluri-médias indépendant, présent notamment sur les marchés de la radio, via les stations nationales RMC et BFM, et de la télévision, via BFM TV, aujourd'hui première chaîne d'information en continue en France.

La diffusion représente le premier centre de coûts pour NextRadioTV après les charges de personnel, faisant de TDF le premier fournisseur du groupe.

Dans ce cadre, BFM TV accueille favorablement l'initiative prise par l'ARCEP d'ouvrir une consultation publique sur la régulation des services de diffusion audiovisuelle.

Question 1 : *L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur l'opportunité de maintenir un dispositif de régulation ex ante sur le marché de gros des services de diffusion hertzienne terrestre, dans la mesure où ce marché ne figure plus dans la liste des marchés pertinents annexée à la recommandation correspondante de la Commission européenne.*

NextRadioTV est favorable au maintien d'un dispositif de régulation ex ante sur le marché de gros des services de diffusion hertzienne terrestre.

Question 2 : *L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur l'application du « test des trois critères » au présent marché.*

NextRadioTV est favorable à l'application du « test des trois critères » au présent marché.

Question 3 : *L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur l'exclusion ou l'inclusion dans le marché de gros pertinent, des services de gros de diffusion de la TMP et sur l'opportunité d'imposer des obligations à TDF le cas échéant.*

L'architecture réseau qui sera retenue in fine pour la TMP sera significativement différente de celle qui prévaut actuellement pour la TNT, notamment car les sites de très grande hauteur ne seront pas suffisants pour densifier la couverture et garantir une bonne réception à l'intérieur des immeubles. De ce point de vue, les plus petits sites situés en agglomération, typiquement des sites de type toits-terrasses, s'avèreront également nécessaires pour assurer la qualité de réception prévue dans les conventions des éditeurs sélectionnés.

Cependant, les opérateurs mobiles, qui pourraient mettre à contribution leurs sites de diffusion, ont indiqué qu'il leur faudrait environ 18 à 24 mois pour rajouter des antennes d'émission sur les sites de diffusion télécom, ce qui rend incompatible l'utilisation de sites télécom avec le calendrier de démarrage de la TMP, tout du moins, pour les premières phases de déploiement.

Il semblerait également que la mutualisation des sites (et non pas des antennes) ne serait que partiellement possible entre le réseau DVB-H et le réseau télécom. Cette limitation de la mutualisation peut s'expliquer notamment par :

- L'obligation de rediscuter les baux (risque de perte du droit pour le GSM/3G)
- Les contraintes des locaux techniques (manque de place, saturés, etc)
- Les contraintes de limites de champ électromagnétique des sites (demande de mesures des riverains)

Toutefois, de très nombreux sites utilisables pour la diffusion de la TMP, communs à la TNT, des points hauts, ne seront pas répliquables, et devraient ainsi constituer une infrastructure essentielle. Les diffuseurs alternatifs devraient alors, en effet, multiplier le nombre de sites de moindre hauteur pour assurer une couverture similaire, en supportant par ailleurs des coûts et des délais très supérieurs.

TDF est aujourd'hui le seul acteur réellement capable de planifier le réseau avec les allotissements définis par le CSA. C'est le seul opérateur, qui, sollicité par les éditeurs TMP dans le cadre de leurs travaux techniques, a été en mesure d'anticiper l'ingénierie du réseau de diffusion de la TMP et de débiter bien en amont de la création de l'opérateur de multiplex, la recherche et la négociation de sites de diffusion nouveaux et déjà existants pour une grande partie. Cela pourrait lui donner un avantage pour favoriser l'opération de ses sites, par rapport à ceux de la concurrence.

Il est évident qu'une plus grande concurrence du marché de gros amont, comme l'expérience l'a montré en TNT, permettrait de réduire significativement les coûts de diffusion, et faciliter ainsi le lancement de la TMP en France.

Il est donc souhaitable que l'ARCEP impose à TDF l'obligation de pratiquer des tarifs reflétant les coûts correspondants pour un ensemble de sites non répliquables, et que l'ARCEP impose la proscription des tarifs d'éviction et des tarifs excessifs sur l'ensemble des autres sites de diffusion de la TMP. NextRadioTV est favorable à un scénario appliqué à la TMP similaire au scénario n°2 proposé par l'Autorité à la question 6 sur l'évolution des obligations de contrôle tarifaire dans les remèdes imposés s'agissant de la diffusion de la TNT.

NextRadioTV estime qu'il est nécessaire d'inclure dans le marché de gros pertinent, des services de gros de diffusion de la TMP et souhaite que l'ARCEP impose des obligations à TDF le cas échéant.

Question 4 : L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur l'exclusion ou l'inclusion du marché de gros pertinent des services de gros de diffusion de la radio en mode FM.

NextRadioTV estime que l'inclusion du marché de gros pertinent des services de gros de diffusion de la radio en mode FM est nécessaire, en particulier pour les sites TDF non répliquables tels que ceux de Paris (Tour Eiffel), Bordeaux, Nancy, Toulon, Lille, Nantes, Strasbourg, Bayonne.

Question 5 : *L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur l'exclusion ou l'inclusion du marché de gros pertinent des services de gros de diffusion de la radio en mode numérique.*

NextRadioTV est favorable à l'inclusion du marché de gros pertinent des services de gros de diffusion de la radio en mode numérique, en particulier pour les sites qui auront été définis comme difficilement répliquables.

Question 6 : *L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur ces deux scénarios et à proposer s'ils le jugent pertinents d'autres scénarii. En particulier, dans le cas du scénario 2, les contributeurs sont invités à commenter la distinction proposée par l'Autorité et, s'ils la jugeaient inappropriée, à indiquer précisément d'une part l'ensemble de sites de TDF qu'ils estiment non répliquables, et d'autre part l'ensemble des critères sur lesquels ils considéreraient pertinent d'opérer cette distinction.*

Le Groupe NextRadioTV constate que le maintien en l'état des obligations tarifaires qui incombent à TDF, à savoir la proscription des tarifs d'éviction et des tarifs excessifs sur l'ensemble des sites de diffusion de la TNT de TDF, n'est pas suffisant, en particulier pour les sites du réseau principal.

La proposition du scénario 2 d'imposer à TDF de pratiquer des tarifs reflétant les coûts correspondants pour un ensemble de sites non répliquables apparaît donc comme opportune.

Ces sites non répliquables pourraient être définis en fonction des critères suivants :

- appartenance au réseau principal analogique ou numérique
- hauteur du pylône (supérieure à 50 mètres)
- localisation géographique
- contraintes d'urbanismes

Question 7 : *L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur les différentes évolutions envisagées s'agissant des modalités de publication des offres de gros de TDF, en particulier sur la pertinence d'une obligation incombant à TDF de respecter :*

- un préavis minimal de trois mois avant toute modification technique ou tarifaire de son offre publique ;
- un délai maximal d'un mois pour la publication, sur un site donné, des prestations techniques et tarifaires correspondantes de ses offres de gros, à compter de la publication des gabarits par le CSA ;
- un délai minimal de deux mois entre la publication, sur un site donné, des prestations techniques et tarifaires des offres de gros de TDF et l'offre correspondante de TDF auprès d'un multiplexe sur le marché aval.

NextRadioTV est favorable à ce que TDF soit contraint de respecter les modalités mentionnées ci-dessus s'agissant de la publication de ses offres de gros. Ces modalités ne doivent néanmoins pas entraver la capacité de TDF à répondre rapidement aux demandes de modifications techniques d'un multiplex client.

Question 8 : *L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur l'opportunité d'imposer à TDF l'obligation de publier une offre de référence sur tout ou partie de ses prestations de gros.*

NextRadioTV est favorable à ce que l'ARCEP impose à TDF l'obligation de publier une offre de référence sur tout ou partie de ses prestations de gros.

Question 9 : *L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur la pertinence d'une intégration des frais d'études dans les tarifs récurrents de ses offres de gros.*

Question 10 : *L'Autorité invite les contributeurs à indiquer les raisons qui peuvent conduire actuellement les diffuseurs clients de TDF à ne jamais souscrire à l'offre d'hébergement seule, ainsi que sur les obligations qui pourraient être pertinentes et proportionnées pour y remédier.*

Le Groupe NextRadioTV considère que le fait que les diffuseurs clients de TDF ne souscrivent jamais à l'offre d'hébergement seule s'explique notamment par le coût élevé de ces offres d'hébergement ainsi que par la difficulté à trouver des accords avec les collectivités territoriales.

Question 11 : *L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur la pertinence d'une obligation de transmettre des informations relatives aux offres proposées par TDF sur le marché aval.*

NextRadioTV est favorable à une obligation de transmettre des informations relatives aux offres proposées par TDF sur le marché aval. La nature de ces informations pourrait être définie de manière coordonnée par les différents acteurs.

Question 12 : *L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur le maintien du dispositif de régulation ex ante existant sur le marché de gros de la diffusion hertzienne de la télévision en mode analogique.*

Le groupe NextRadioTV est favorable au maintien du dispositif de régulation ex ante existant sur le marché de gros de la diffusion hertzienne de la télévision en mode analogique.

Question 13 : *L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur le maintien de l'absence de régulation ex ante du marché aval des services de diffusion de la télévision en mode numérique, en particulier au regard des propositions formulées par l'Autorité dans le présent document quant à la régulation sur le marché de gros amont correspondant.*

NextRadioTV est favorable à une régulation ex ante du marché aval des services de diffusion de la télévision en mode numérique.